



**RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des
soumissions - TPSGC**

11 Laurier St./11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

**REQUEST FOR PROPOSAL
DEMANDE DE PROPOSITION**

**Proposal To: Public Works and Government
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du

fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Armoured Vehicles Support/Soutien des véhicules blindés

11 Laurier St./11, rue Laurier

Place du Portage Phase III 6C1

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Title - Sujet Panneaux de blindage additionnel		
Solicitation No. - N° de l'invitation W8486-173327/A		Date 2016-09-27
Client Reference No. - N° de référence du client W8486-173327		
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$BL-311-25993		
File No. - N° de dossier 311bl.W8486-173327	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME	
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2016-11-07		Time Zone Fuseau horaire Eastern Standard Time EST
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>		
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Godin, Lorraine		Buyer Id - Id de l'acheteur 311bl
Telephone No. - N° de téléphone (819) 420-0812 ()		FAX No. - N° de FAX (819) 956-0648
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: Précisé dans la présente		

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée See Herein	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Solicitation No. - N° de l'invitation
W8486-173327/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur
311bl

Client Ref. No. - N° de réf. du client
W8486-173327

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

VOIR CI-JOINTS:

- Demande de proposition (DP) - 29 pages

Solicitation No. – N° de l'invitation
W8486-173327
Client Ref. No. – N° de réf. du client
W8486-173327

Amd. No. – N° de la modif.
File No. – N° du dossier

Buyer ID – Id de l'acheteur
311b1
CCC No./N° CCC – FMS No./N° VME

DEMANDE DE PROPOSITION

Fourniture de panneaux de blindage additionnel pour le Gouvernement du Canada

Remarque : La présente demande de propositions (DP) ne servira pas à établir une liste restreinte de fournisseurs admissibles pour des travaux à venir. Dans le même ordre d'idée, la participation à cette DP n'est pas une condition ou un préalable à la participation à toute demande de blindage additionnel.

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX.....	5
1.1 INTRODUCTION	5
1.2 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ.....	5
1.3 EXIGENCE	5
1.4 COMPTE RENDU	6
1.5 ACCORDS COMMERCIAUX	6
PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES	6
2.1 INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	6
2.2 PRÉSENTATION DES SOUMISSIONS.....	6
2.3 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS EN PÉRIODE DE SOUMISSION	7
2.4 LOIS APPLICABLES	7
PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS	7
3.1 INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS.....	7
PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION.....	8
4.1 PROCÉDURES D'ÉVALUATION	8
4.2 MÉTHODE DE SÉLECTION.....	9
* APPENDICE 1 DE LA PARTIE 4 - EXIGENCES TECHNIQUES.....	11
PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	12
5.1 ATTESTATIONS À PRÉSENTER AVEC LA SOUMISSION.....	12
5.2 ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES .	12
5.3 ATTESTATION DE LA CONFORMITÉ TECHNIQUE.....	12
PARTIE 6 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT	13
6.1 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	13
6.2 ÉNONCÉ DES TRAVAUX.....	13
6.3 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES.....	13
6.4 DURÉE DU CONTRAT	14
6.5 LIVRAISON.....	14
6.6 RESPONSABLES	15
6.7 PAIEMENT	16
6.8 INSTRUCTIONS RELATIVES À LA FACTURATION.....	17
6.9 ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	17
6.10 LOIS APPLICABLES	17
6.11 ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS	18
6.12 CONTRAT DE DÉFENSE	18
6.13 CLAUSES DU GUIDE DES CCUA.....	18
ANNEXE A - ÉNONCÉ DES TRAVAUX.....	19
* APPENDICE 1 DE L'ANNEXE A - DESSIN D'UNE PLAQUE DE BLINDAGE.....	23
ANNEXE B - BARÈME DE PRIX.....	24
ANNEXE C - EXIGENCES RELATIVES À LA LIVRAISON	24

Solicitation No. – N° de l'invitation
W8486-173327
Client Ref. No. – N° de réf. du client
W8486-173327

Amd. No. – N° de la modif.
File No. – N° du dossier

Buyer ID – Id de l'acheteur
311b1
CCC No./N° CCC – FMS No./N° VME

ANNEXE D - EXIGENCES RELATIVES À LA ÉCURITÉ.....	26
<i>*LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ.....</i>	<i>26</i>
ANNEXE E - ATTESTATION	29
<i>*ATTESTATION DE LA CONFORMITÉ TECHNIQUE.....</i>	<i>29</i>

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Introduction

La demande de soumissions comporte six (6) parties ainsi que des pièces jointes et des annexes. Elle est divisée comme suit :

- Partie 1 Renseignements généraux : présente une description générale du besoin;
- Partie 2 Instructions à l'intention des soumissionnaires : renferme les instructions, clauses et conditions applicables à la demande de soumissions;
- Partie 3 Instructions pour la préparation des soumissions : donne aux soumissionnaires les instructions sur la façon de préparer leur soumission;
- Partie 4 Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit comment l'évaluation sera réalisée, les critères d'évaluation auxquels il faut répondre dans la soumission et la méthode de sélection;
- Partie 5 Attestations : comprend les attestations à fournir;
- Partie 6 Clauses du contrat subséquent : contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat subséquent.

Les annexes comprennent l'Énoncé des travaux, la base de paiement et toute autre annexe.

1.2 Exigences relatives à la sécurité

Le présent contrat ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

Pour en savoir plus sur les exigences relatives à la sécurité, les soumissionnaires doivent consulter le Programme de sécurité industrielle (PSI) sur le site Web de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (<http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-fra.html>).

1.3 Exigence

Le gouvernement du Canada est sur le point d'examiner les technologies de protection contre les menaces liées à l'énergie cinétique. Il évaluera le rendement et les caractéristiques de diverses catégories de solutions éventuelles de blindage additionnel. Son objectif est d'obtenir des panneaux de blindage additionnel aux fins de mise à l'essai et d'analyse des options. Ainsi, il sera possible de mieux comprendre l'état actuel de la technologie existante.

Au moins trois (3) panneaux de blindage additionnel seront achetés lors de l'attribution du contrat; ceux-ci respecteront ou dépasseront les exigences techniques obligatoires indiquées à l'Annexe A – Énoncé des travaux. D'autres panneaux de blindage additionnel (un maximum de dix [10]) qui respectent ou dépassent les exigences techniques obligatoires pourront être achetés au besoin.

Le Canada exige une variété de catégories de solutions éventuelles de blindage additionnel; par conséquent, à titre d'option d'achat, le Canada peut se procurer des panneaux de blindage additionnel (un maximum de dix) qui respectent les exigences techniques facultatives, le cas échéant, comme il est indiqué à l'Annexe A – Énoncé des travaux.

Les fournisseurs sont invités à présenter plus d'une solution de panneau de blindage additionnel, à condition qu'elles respectent les spécifications techniques minimales requises; par conséquent, il n'y a aucune contrainte sur le nombre de soumissions que peut présenter un entrepreneur.

Plusieurs contrats pourraient être attribués à la suite de la présente DP.

1.4 Compte rendu

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Ils doivent en faire la demande à l'autorité contractante dans les cinq (5) jours ouvrables qui suivent la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut se faire par écrit, par téléphone ou en personne.

1.5 Accords commerciaux

Le contrat est assujéti aux dispositions de l'Accord sur les marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce, de l'Accord de libre-échange nord-américain et de l'Accord sur le commerce intérieur.

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions désignées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre figurent au [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat \(CCUA\)](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par TPSGC.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document 2003 (2016-04-04) Instructions uniformisées – biens ou services – besoins concurrentiels est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

2.1.1 Clauses du Guide des CCUA

A9062C	2011/05/16	Règlement concernant les emplacements des Forces armées canadiennes
B1000T	2014/06/26	Condition du matériel – Présentation des soumissions
B7500C	2006/06/16	Marchandises excédentaires
C3011T	2013/11/06	Fluctuation du taux de change
D5545C	2010/08/16	ISO 9001:2008 – Systèmes de management de la qualité – Exigences (code de l'assurance de la qualité C)
D6010C	2007/11/30	Palettisation

2.2 Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de TPSGC au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions.

En raison du caractère de la demande de soumissions, les soumissions transmises par télécopieur à l'intention de TPSGC ne seront pas acceptées.

2.3 Demandes de renseignements en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être adressées par écrit à l'autorité contractante au plus tard **cinq (5) jours civils** avant la date de clôture des soumissions. Les demandes de renseignements reçues après cette date pourraient rester sans réponse.

Les soumissionnaires devraient indiquer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte leur demande de renseignements. Ils devraient prendre soin d'expliquer chaque question en donnant suffisamment de détails pour permettre au Canada de fournir une réponse exacte. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère propriétaire doivent porter clairement la mention « propriétaire » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les articles portant la mention « propriétaire » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère propriétaire. Dans ce cas, le gouvernement du Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère propriétaire, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

2.4 Lois applicables

Tout contrat subséquent doit être interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario, et les relations entre les parties doivent être déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans compromettre la validité de leur soumission, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est effectué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

3.1 Instructions pour la préparation des soumissions

Le Canada demande que les soumissionnaires fournissent leur soumission en sections distinctes, comme suit :

Section I : Soumission technique (3 copies papier)

Section II : Attestations (1 copie papier)

Section III : Renseignements sur la livraison (1 copie papier)

Les prix doivent figurer uniquement dans la soumission financière. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission :

- a) utiliser du papier de 8,5 po × 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions.

En avril 2006, le Canada a adopté une politique exigeant que les ministères et organismes fédéraux prennent les mesures nécessaires pour tenir compte des facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement : la [Politique d'achats écologiques](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation->

greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les soumissionnaires devraient :

- 1) utiliser du papier d'un format de 8,5 po × 11 po (216 mm × 279 mm) composé de fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées;
- 2) choisir une présentation qui respecte l'environnement : impression en noir et blanc plutôt qu'en couleurs, impression recto verso; reliure par agrafes ou trombones plutôt qu'une reliure Cerlox, ou une reliure à attaches ou à anneaux.

Section I : Soumission technique

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires doivent expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences.

Ils doivent remplir et soumettre l'Appendice 1 de la Partie 4 – Exigences techniques.

Section II : Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations et les renseignements supplémentaires exigés à la Partie 5.

Section III : Renseignements sur la livraison

La livraison doit être effectuée dans les soixante (60) jours suivant l'attribution du contrat; toutefois les soumissionnaires doivent indiquer leur meilleur délai de livraison possible proposé dans la colonne « Meilleur délai de livraison possible » de la section « Détail de l'article », conformément à l'Annexe C – Exigences relatives à la livraison.

Les propositions dont la livraison est effectuée plus de cent quatre-vingts (180) jours après la date d'attribution du contrat ne seront pas acceptées.

Les propositions sur lesquelles le meilleur délai de livraison possible n'est pas inscrit à la colonne prévue à cet effet à la section « Détail de l'article » de l'Annexe C devront respecter le délai de livraison de soixante (60) jours après l'attribution du contrat.

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- a) Les soumissions seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, y compris les critères d'évaluation « techniques ».
- b) Une équipe d'évaluation constituée de représentants du Canada évaluera les soumissions.
- c) Les soumissionnaires doivent se conformer à l'Appendice 1 de la Partie 4 – Exigences techniques.

4.1.1 Évaluation technique

4.1.1.1 Critères techniques obligatoires

Les panneaux de blindage additionnel doivent respecter les caractéristiques techniques suivantes lorsqu'ils sont fixés au système de cible, comme il est décrit à la section 3.8.1 de l'Annexe A :

- a. atteindre ou dépasser le niveau K4 de l'accord de normalisation OTAN (STANAG) 4569 lors de leur mise à l'essai en fonction d'une obliquité de zéro degré;
- b. avoir une densité surfacique non intégrée de 65 kilogrammes (kg) par mètre carré (m²) [blindage additionnel uniquement];
- c. l'épaisseur maximale du blindage additionnel doit être de 55 millimètres (mm) [blindage additionnel uniquement];
- d. leur niveau de maturité technologique doit être d'au moins 7 (NMT 7).

4.1.1.2 Critères techniques cotés « optionnels »

Pour être pris en considération en vue d'une acquisition optionnelle, les panneaux de blindage additionnel doivent, lorsqu'ils sont fixés au système de cible décrit à la section 3.8.1 de l'Annexe A, atteindre, au minimum, le niveau K4 du STANAG 4569 et;

- a. atteindre ou dépasser le niveau K6 du STANAG 4569 à une obliquité de 60 degrés;
- b. atteindre le niveau K4 du STANAG 4569 et stopper des projectiles de calibre 14,5 mm de type BS41 en fonction des mêmes exigences de mise à l'essai que celle du niveau K4 lors de la mise à l'essai selon une obliquité de zéro degré;
- c. atteindre le niveau K4 du STANAG 4569 et stopper des projectiles de calibre 12,7 mm de type M903 à une distance maximale de 200 m en utilisant le mode de tirs successifs selon le niveau K4; ils doivent également être mis à l'essai en fonction d'une obliquité de zéro degré;
- d. avoir une densité surfacique de 65 kg/m² à 110 kg/m²;
- e. leur épaisseur doit être la suivante (y compris une zone d'espacement si requis) : de 25 à 115 mm.

4.1.1.3 Critères de fixation

Les panneaux de blindage additionnel doivent être fixés conformément à la section 3.8, Exigences de fixation, de l'Annexe A.

- a. Le soumissionnaire peut utiliser d'autres méthodes de fixation s'il est incapable de fixer ses panneaux de blindage additionnel en utilisant la méthode indiquée. Les propositions d'autres méthodes de fixation doivent être présentées à l'autorité contractante cinq jours avant la clôture des soumissions. Le Canada se réserve le droit d'accepter ou de rejeter les méthodes proposées.
- b. Les soumissionnaires doivent fournir toute instruction de fixation précise (p. ex., spécifications de couple) ou tout matériel de fixation spécialisé nécessaire à la fixation des panneaux de blindage additionnel.

4.1.2 Évaluation financière

Il s'agit d'une exigence ferme et fixe; les soumissionnaires retenus seront payés en dollars canadiens, rendu droits acquittés (RDA), conformément à l'Annexe B – Barème de prix.

4.2 Méthode de sélection

Pour être jugée recevable, une soumission doit satisfaire à toutes les exigences obligatoires suivantes énoncées dans la présente demande de soumissions :

- a. exigences techniques obligatoires ou facultatives, conformément à l'Annexe A – Énoncé des travaux;
- b. toutes les autres clauses et modalités précisées dans la présente DP.

Les soumissions qui ne répondent pas à toutes les exigences obligatoires seront rejetées d'emblée.

Les soumissions recevables qui respectent les exigences techniques obligatoires, indiquées à l'Annexe A – Énoncé des travaux, permettront aux soumissionnaires connexes d'obtenir un contrat pour au moins trois (3) panneaux de blindage additionnel et au plus dix (10) panneaux de blindage additionnel, selon les besoins.

Les soumissions recevables qui respectent les exigences techniques facultatives, indiquées à l'Annexe A – Énoncé des travaux, peuvent permettre aux soumissionnaires connexes d'obtenir un contrat pour au plus dix (10) panneaux de blindage additionnel, selon les besoins.

Les soumissions qui obtiennent les meilleures notes en fonction des exigences techniques facultatives seront privilégiées dans le cadre des achats optionnels, comme il est stipulé à l'Appendice 1 de la Partie 4.

APPENDICE 1 DE LA PARTIE 4 EXIGENCES TECHNIQUES

Les panneaux de blindage additionnel qui seront achetés respecteront les exigences techniques obligatoires suivantes, comme il est précisé à l'Annexe A.

EXIGENCES TECHNIQUES OBLIGATOIRES			
	Spécifications relatives à l'exigence	Description	RESPECTÉ (oui/non)
M11	Atteindre ou dépasser le niveau K4 du STANAG 4569 à une obliquité de zéro degré		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
M2	Avoir une densité surfacique non intégrée de 65 kg/m ²	Données réelles :	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
M3	L'épaisseur maximale du blindage additionnel doit être de 55 mm	Données réelles : mm	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
M4	Le niveau de maturité technologique doit être d'au moins 7 (NMT 7)	NMT réel : _____	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>

Les panneaux de blindage additionnel peuvent également être achetés dans le cadre d'un achat optionnel; ceux-ci doivent respecter les exigences techniques facultatives suivantes, comme il est précisé à l'Annexe A, et être évalués selon le système de cotation par points décrit ci-dessous :

EXIGENCES TECHNIQUES FACULTATIVES			
	Obligatoire	Description	RESPECTÉ (oui/non)
TM1	Atteindre à tout le moins le niveau K4 du STANAG 4569		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
	Spécifications cotées	Points	Sélectionner TOUS les éléments qui s'appliquent : a, b et c
a.	Atteint ou dépasse le niveau K6 du STANAG 4569 en fonction d'une obliquité maximale de 60 degrés	3	<input type="checkbox"/>
b.	Arrête des projectiles de calibre 14,5 x 114 mm de type BS41 en fonction des mêmes exigences de mise à l'essai que celle du niveau K4 selon une obliquité de zéro degré	4	<input type="checkbox"/>
c.	Arrête des projectiles de calibre 12,7 mm de type M903 à une distance maximale de 200 m en utilisant le mode de tirs successifs selon le niveau K4; a été mis à l'essai en fonction d'une obliquité de zéro degré	2	<input type="checkbox"/>
	La densité surfacique est la suivante :		Sélectionner une réponse parmi d, e, f ou g
d.	Densité surfacique de 85 à 110 kg/m ²	0	<input type="checkbox"/>
e.	Densité surfacique de 75 à 84,99 kg/m ²	1	<input type="checkbox"/>
f.	Densité surfacique de 65 à 74,99 kg/m ²	2	<input type="checkbox"/>
g.	Densité surfacique inférieure à 64,99 kg/m ²	4	<input type="checkbox"/>
	L'épaisseur est la suivante (y compris à distance de sécurité) :		Sélectionner une réponse parmi h, i, j ou k
h.	Épaisseur de 75 à 115 mm	0	<input type="checkbox"/>
i.	Épaisseur de 50 à 74,99 mm	1	<input type="checkbox"/>
j.	Épaisseur de 25 à 49,99 mm	2	<input type="checkbox"/>
k.	Épaisseur inférieure à 25 mm	4	<input type="checkbox"/>

Nombre total de points : _____

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une soumission non recevable, ou un manquement de la part de l'entrepreneur s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions, ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission sera déclarée non recevable, ou constituera un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations à présenter avec la soumission

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations ci-dessous dûment remplies avec leur soumission.

5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité

Conformément à la *[Politique d'inadmissibilité et de suspension](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html)* (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), le soumissionnaire doit joindre à sa soumission la documentation requise, selon le cas, pour que son offre passe à l'étape suivante du processus.

5.2 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires

Les attestations et renseignements supplémentaires énoncés ci-dessous devraient être joints à la soumission, mais peuvent aussi être présentés par la suite. Si l'une des attestations exigées ou l'un des renseignements supplémentaires requis n'est pas fourni conformément aux exigences, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai dont il dispose pour fournir cette information. Si le soumissionnaire ne présente pas les attestations et les renseignements supplémentaires énoncés ci-dessous dans le délai établi, sa soumission sera déclarée non recevable.

5.3 Attestation de la conformité technique

La fabrication des panneaux de blindage additionnel doit être strictement conforme aux exigences techniques (3.2) stipulées à l'ANNEXE A – ÉNONCÉ DES TRAVAUX. Le soumissionnaire confirme qu'il a reçu ce document, qu'il l'a lu et qu'il se conformera entièrement aux exigences techniques obligatoires ou facultatives qu'il présente.

Le soumissionnaire reconnaît que le Canada s'appuie sur cette déclaration et cette garantie pour évaluer les soumissions et conclure un contrat dans le cadre de cette offre. Cette déclaration et cette attestation peuvent être vérifiées de la manière que le Canada peut raisonnablement l'exiger.

Si une vérification par le Canada révèle un manquement à l'engagement, le Canada aura le droit de considérer que tout contrat découlant de la soumission est en défaut.

Le soumissionnaire doit confirmer sa conformité et signer cette déclaration et cette garantie relatives à l'ensemble des exigences techniques obligatoires ou facultatives de l'ANNEXE A – ÉNONCÉ DES TRAVAUX dans le bloc réservé à cet effet à l'ANNEXE E – ATTESTATION DE LA CONFORMITÉ TECHNIQUE.

À défaut de se conformer à cette attestation et de respecter ces exigences, la soumission sera déclarée non recevable.

PARTIE 6 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

6.1 Exigences relatives à la sécurité

Les exigences relatives à la sécurité suivantes (Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité et clauses connexes, tel que prévu par le PSI) s'appliquent et font partie intégrante du contrat, conformément à l'Annexe D – Exigences relatives à la sécurité.

L'entrepreneur ou l'offrant doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat ou de l'offre à commandes, une attestation de vérification d'organisation désignée (VOD) en vigueur, ainsi qu'une cote de protection des documents approuvée au niveau PROTÉGÉ B, délivrées par la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DISC) de **Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC)**.

Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant devant avoir accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS, ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé, doivent TOUS détenir une cote de FIABILITÉ en vigueur, délivrée ou approuvée par la DSIC de **TPSGC**.

Les membres du personnel de l'entreprise qui doivent avoir accès aux biens ou aux renseignements OTAN NON-CLASSIFIÉS n'ont pas besoin d'avoir une attestation de sécurité ; toutefois, l'entrepreneur doit s'assurer que de tiers n'auront pas accès aux renseignements OTAN NON-CLASSIFIÉS et que le principe du « besoin de savoir », sera appliqué.

Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant devant avoir accès à des renseignements ou à des biens NATO DIFFUSION RESTREINTE, Partenariat pour la paix , l'Australie et doivent TOUS détenir une cote de FIABILITÉ en vigueur, délivrée ou approuvée par l'autorité de sécurité compétente déléguée par l'OTAN.

Le traitement électronique de données PROTÉGÉS dans l'établissement de l'entrepreneur ou l'offrant, n'est PAS autorisé dans le cadre de ce contrat ou offre à commandes.

Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité NE doivent pas être attribués sans l'autorisation écrite préalable de la DSIC de **TPSGC**.

L'entrepreneur ou l'offrant doit respecter les dispositions :

- a) de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité et directive de sécurité (reproduite ci-joint à l'Annexe D).
- b) du *Manuel de la sécurité industrielle* (dernière édition).

6.2 Énoncé des travaux

L'entrepreneur doit exécuter les travaux conformément à l'Annexe A – Énoncé des travaux.

6.3 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions désignées dans le contrat par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le *Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat* (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par TPSGC.

6.3.1 Conditions générales

Le document 2010A (2016-04-04), Conditions générales – biens (complexité moyenne), s'applique au contrat et en fait partie intégrante.

6.4 Durée du contrat

6.4.1 Période du contrat

La période du contrat s'étend de la date du contrat jusqu'au 31 décembre 2017 inclusivement.

6.5 Livraison

Tous les produits livrables doivent être conformes à l'Annexe C – Produits livrables.

6.5.1 Point de livraison

Les biens doivent être expédiés au point de destination précisé dans le contrat et livrés :

destinations indiquées dans les Incoterms 2000 « Rendu droits acquittés - RDA », comme il est précisé ci-dessous :

Ministère de la Défense nationale/Centre d'essais et d'expérimentation en munitions
Édifice 239
2459, route de la Bravoure
Québec (Québec) G3J 1X5
À l'attention de : (à ajouter lors de l'attribution du contrat)
Téléphone : _____

L'entrepreneur ou son transporteur doit prendre les rendez-vous pour la livraison en communiquant avec la Section du trafic des dépôts à l'endroit pertinent indiqué ci-dessous. Le destinataire peut refuser les livraisons si aucun rendez-vous n'a été fixé.

6.5.2 Préparation en vue de la livraison

La préparation en vue de la livraison de tous les articles doit être faite en fonction de la dernière version de la spécification relative à l'emballage des Forces canadiennes D-LM-008-036/SF-000.

6.5.3 Rendu droits acquittés - RDA

Le rendu droits acquitté (RDA) est une transaction au cours de laquelle le vendeur paie l'ensemble des coûts liés au transport des biens et dans le cadre de laquelle il est responsable de ces biens jusqu'à ce qu'ils soient fournis et transférés à l'acheteur. Cela comprend de payer les coûts d'expédition, les droits d'importation et d'exportation, les assurances et les autres frais engagés au cours de l'expédition des biens. Le RDA est un type d'accord de livraison qui attribue la responsabilité des risques et des frais au vendeur des biens jusqu'à ce que la livraison soit effectuée à un endroit convenu dans le pays de l'acheteur.

6.5.4 Inspection et acceptation

Le responsable « technique » est le responsable de l'inspection. Tous les rapports, produits livrables, documents, biens et services fournis conformément au contrat peuvent être soumis à l'inspection du responsable de l'inspection ou de son représentant. Si des rapports, documents, biens ou services ne

sont pas conformes aux exigences de l'Énoncé des travaux et ne sont pas satisfaisants selon le responsable de l'inspection, ce dernier aura le droit de les rejeter ou d'en demander la correction, aux frais de l'entrepreneur uniquement, avant de recommander le paiement.

6.6 Responsables

6.6.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est :

Nom : Lorraine Godin
Titre : Agente d'approvisionnement
Organisation : TPSGC – Direction générale des approvisionnements
Adresse : Place du Portage, Phase III, 6C1
11, rue Laurier
Gatineau (Québec) K1A 0S5
Téléphone : 819-420-0812
Courriel : Lorraine.Godin@tpsgc-pwgsc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat; toute modification à celui-ci doit être autorisée, par écrit, par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou de travaux qui n'y sont pas prévus par suite de demandes ou d'instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

6.6.2 Responsable technique

Le responsable technique pour le contrat est :

Nom : (À ajouter lors de l'attribution du contrat)

Titre : _____
Organisation : _____
Adresse : _____
Téléphone : _____
Courriel : _____

Le responsable technique représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. Il est possible de discuter des questions techniques avec le responsable technique, mais celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à la portée des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification du contrat apportée par l'autorité contractante.

6.6.3 Responsable des achats

Nom : (À ajouter lors de l'attribution du contrat)

Titre : _____
Organisation : _____
Adresse : _____
Téléphone : _____
Télécopieur : _____
Courriel : _____

Le responsable des achats représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat. Le responsable des achats est chargé de la mise en œuvre des outils et des processus exigés dans le cadre de l'administration du contrat. L'entrepreneur peut discuter de questions administratives soulevées dans le contrat avec le responsable des achats; cependant, ce dernier ne peut pas autoriser de changements à la portée des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification du contrat apportée par l'autorité contractante.

6.6.4 Représentant de l'entrepreneur

Nom et numéro de téléphone de la personne responsable de ce qui suit :

Demandes de renseignements généraux

Nom : _____
Téléphone : _____
Télécopieur : _____
Courriel : _____

Suivi de la livraison

Nom : _____
Téléphone : _____
Télécopieur : _____
Courriel : _____

6.7 Paiement

6.7.1 Base de paiement

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé un ou des prix unitaires fermes précisés à l'Annexe B.

6.7.2 Limite de prix

Le gouvernement du Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour toute modification technique, modification ou interprétation des travaux, à moins que celles-ci n'aient été approuvées par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrées aux travaux.

6.7.3 Paiement unique

Le Canada paiera l'entrepreneur lorsque les travaux seront exécutés et livrés conformément aux dispositions de paiement du contrat si :

- a. une facture exacte et complète ainsi que tout autre document exigé par le contrat ont été soumis conformément aux instructions de facturation prévues au contrat;
- b. tous ces documents ont été vérifiés par le Canada;
- c. les travaux livrés ont été acceptés par le Canada.

6.7.4 Fluctuation du taux de change

Le besoin ne prévoit aucune protection relative à la fluctuation du taux de change. Aucune demande de protection relative à la fluctuation du taux de change ne sera prise en considération. Toute soumission incluant une telle disposition sera déclarée non recevable.

6.8 Instructions relatives à la facturation

6.8.1 L'entrepreneur doit présenter des factures conformes aux dispositions de l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Aucune facture ne peut être présentée avant que tous les travaux qui y figurent soient terminés.

6.8.2 Les factures doivent être transmises comme suit :

- a. Une (1) copie doit être envoyée au consignataire.

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements
Secteur des projets de défense et des grands projets
Place du Portage, Phase III, 6C1
Gatineau (Québec) K1A 0S5

À l'attention de : Lorraine Godin

- b. La facture originale et une (1) copie doivent être envoyées à l'adresse ci-dessous aux fins d'attestation et de paiement.

Ministère de la Défense nationale
Directeur général – Gestion du programme d'équipement terrestre du Quartier général de la
Défense nationale
101, promenade du Colonel-By
Ottawa (Ontario), Canada
K1A 0K2

À l'attention de : Nicolas Mercier (DLP 4-4-1-3)

6.9 Attestations et renseignements supplémentaires

6.9.1 Conformité

À moins d'indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission ou préalablement à l'attribution du contrat, ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires, sont des conditions du contrat et leur non-respect constituera un manquement de la part de l'entrepreneur. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat.

6.9.2 Attestation de la conformité technique

L'entrepreneur confirme sa conformité à l'ensemble des exigences techniques obligatoires ou facultatives de l'ANNEXE A – ÉNONCÉ DES TRAVAUX en apposant sa signature dans le bloc réservé à cet effet à l'ANNEXE E – ATTESTATION DE LA CONFORMITÉ TECHNIQUE.

6.10 Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

6.11 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des documents énumérés dans la liste, c'est le libellé du document indiqué en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document figurant plus bas sur ladite liste :

- a) les articles de la convention;
- b) la clause 2010A (2016-04-04), Conditions générales – biens (complexité moyenne);
- c) l'Annexe A – Énoncé des travaux, et les appendices connexes;
- d) l'Annexe B – Barème de prix;
- e) l'Annexe C – Exigences relatives à la livraison;
- f) l'Annexe D – Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité;
- g) la soumission de l'entrepreneur en date du _____.

6.12 Contrat de défense

Le contrat est un contrat de défense au sens de la *Loi sur la production de défense*, L.R.C. 1985, ch. D-1, et est régi par cette loi.

Le droit de propriété sur les travaux ou les matériaux, pièces, travaux en cours ou achevés appartient au Canada, libre et quitte de tout privilège, de même que de toute créance, saisie, sûreté ou servitude. Le Canada peut, à tout moment, retirer, vendre ou aliéner les travaux en tout ou en partie conformément à l'article 20 de la *Loi sur la production de défense*.

6.13 Clauses du Guide des CUA

B1000T	2014/06/26	Condition du matériel – Présentation des soumissions
B7500C	2006/06/16	Marchandises excédentaires
C3011T	2013/11/06	Fluctuation du taux de change
D2001C	2007/11/30	Étiquetage
D5545C	2010/08/16	ISO 9001:2008 – Systèmes de management de la qualité – Exigences (code de l'assurance de la qualité C)
D6010C	2007/11/30	Palettisation
D2025C	2013/11/06	Matériaux d'emballage en bois
G1005C	2016/01/28	Assurance – Aucune exigence particulière

ANNEXE A

ÉNONCÉ DES TRAVAUX

1.0 PORTÉE

1.1 Objectif

- 1.1.1 Le présent Énoncé des travaux (EDT) vise à fournir des panneaux de blindage additionnel aux fins de mise à l'essai et d'analyse des options. La mise à l'essai et l'analyse visent à mieux comprendre l'état actuel de la technologie existante et à définir les besoins futurs.

1.2 Contexte

- 1.2.1 Le gouvernement du Canada est sur le point d'examiner les technologies de protection contre les menaces liées à l'énergie cinétique. Il évaluera le rendement et les caractéristiques de diverses catégories de solutions éventuelles de protection balistique. L'objectif consiste à obtenir des commentaires de l'industrie ainsi que des commentaires formulés après la mise à l'essai. Ceux-ci doivent porter sur les options permettant de répondre aux besoins futurs de l'Armée canadienne et d'acquérir la capacité de protection connexe.

1.3 Terminologie

- 1.3.1 STANAG 4569 – Accord de normalisation 4569; procédures visant à évaluer le niveau de protection des véhicules blindés
- 1.3.2 AEP-55 – Publication interalliée sur l'ingénierie 55
- 1.3.3 KE – Énergie cinétique
- 1.3.4 Blindage additionnel
- 1.3.5 FEO – Fabricant d'équipement d'origine
- 1.3.6 NMT 7 – Niveau de maturité technologique; représente un système qui a permis de mettre en œuvre un véritable prototype de système dans un environnement opérationnel.

2.0 DOCUMENTS PERTINENTS

- 2.1 STANAG 4569, AEP-55, volume 1. Ce document présente la base et le contexte des niveaux de protection exigés par le gouvernement du Canada. Il peut être accessible sur demande.

3.0 EXIGENCES

3.1 Généralités

- 3.1.1 Les panneaux de blindage additionnel seront achetés en fonction des besoins; ils respecteront les exigences techniques obligatoires énoncées ci-dessous au paragraphe 3.2.2. Tout contrat connexe découlant de ces exigences concernera la fourniture d'au moins trois (3) panneaux de blindage additionnel et d'au plus dix (10) panneaux pour chaque soumission conforme.

- 3.1.2 Les panneaux de blindage additionnel qui répondent aux caractéristiques techniques facultatives indiquées ci-dessous au paragraphe 3.2.3 peuvent également être considérés comme des achats optionnels, selon les besoins. Tout contrat connexe découlant de ces exigences facultatives concernera la fourniture d'au plus dix (10) panneaux par soumission conforme.

3.2 Exigences techniques

- 3.2.1 L'entrepreneur doit fournir des panneaux de blindage additionnel fabriqués conformément au dessin et aux spécifications qui figurent à l'Appendice 1 du présent EDT.

3.2.2 Exigences techniques obligatoires

- 3.2.2.1 Les panneaux de blindage additionnel doivent respecter les caractéristiques techniques suivantes lorsqu'ils sont fixés au système de cible décrit à la section 3.5.1 :

- a. atteindre ou dépasser le niveau K4 du STANAG 4569 lors de leur mise à l'essai en fonction d'une obliquité de zéro degré;
- b. avoir une densité surfacique non intégrée de 65 kg par m² (blindage additionnel uniquement);
- c. l'épaisseur maximale du blindage additionnel doit être de 55 mm (blindage additionnel uniquement);
- d. leur niveau de maturité technologique doit être d'au moins 7 (NMT 7).

3.2.3 Exigences techniques facultatives

- 3.2.3.1 À titre d'option d'achat, le Canada peut acheter d'autres panneaux de blindage additionnel qui respectent les exigences techniques facultatives suivantes lorsqu'ils sont fixés au système de cible décrit à la section 3.5.1 :

- 3.2.3.2 Pour être retenus, les panneaux doivent au moins atteindre le niveau K4 du STANAG 4569, et

- a) atteindre ou dépasser le niveau K6 du STANAG 4569 en fonction d'une obliquité de 60 degrés;
- b) atteindre le niveau K4 du STANAG 4569 et arrêter des projectiles de calibre 14,5 mm de type BS41 en fonction des mêmes exigences de mise à l'essai que celle du niveau K4 lors de la mise à l'essai selon une obliquité de zéro degré;
- c) atteindre le niveau K4 du STANAG 4569 et arrêter des projectiles de calibre 12,7 mm de type M903 à une distance maximale de 200 m en utilisant le patron de tirs successifs selon le niveau K4; ils doivent également être mis à l'essai en fonction d'une obliquité de zéro degré;
- d) avoir une densité surfacique de 65 kg/m² à 110 kg/m²;
- e) leur épaisseur doit être la suivante (y compris une zone d'espacement si requis) : de 25 à 115 mm.

3.3 Mise à l'essai et intégration

- 3.3.1 Lors des essais, les procédures suivantes doivent être suivies :

- a. La mise à l'essai sera effectuée conformément au STANAG 4569 et à l'AEP 55, volume 1;
- b. Le Canada se réserve le droit de mettre à l'essai les panneaux de blindage additionnel partout où les tolérances admissibles contenues dans le STANAG le permettent (pour le niveau K4, l'espace nécessaire entre le premier et le deuxième tiers est de 50 à 100 mm; les entreprises devraient s'attendre à ce que la mise à l'essai soit effectuée en fonction de l'espace le plus petit).

- c. Il est possible que d'autres mises à l'essai, qui ne sont pas définies dans le STANAG, soient effectuées pour caractériser le rendement du blindage additionnel en fonction des menaces qui ne sont pas définies dans le STANAG 4569.
- d. Les panneaux d'essai seront fixés à une plaque en acier MIL-A-46100 de 7,3 mm qui est dotée d'un revêtement intérieur pare-éclats en aramide.
- e. Pour faciliter la mise à l'essai, les panneaux d'essai doivent être fabriqués selon les exigences présentées à l'Annexe A (voir le paragraphe 3.9).

3.3.2 Les panneaux de blindage additionnel ne seront pas retournés et demeureront la propriété exclusive du Canada.

3.3.3 Les données et les résultats des essais demeureront la propriété exclusive du Canada. Les données et les résultats des essais de panneaux précis qui ont été fournis par un entrepreneur en particulier seront divulgués sur demande (à cet entrepreneur seulement), et ce, sans frais.

3.3.4 Les résultats des essais ne peuvent être utilisés à des fins de marketing ou divulgués à une tierce partie sans le consentement écrit du gouvernement du Canada.

3.3.5 Le Canada se réserve le droit de divulguer les résultats des essais aux gouvernements ou aux militaires alliés; toutefois, le nom du fabricant, les numéros de pièces et le coût doivent demeurer confidentiels.

3.3.6 Pour les personnes qui répondent aux exigences relatives à l'attestation de sécurité de l'installation d'essai, il sera possible d'assister, sur demande, à la mise à l'essai des panneaux d'un entrepreneur.

3.4 Soutien apporté par le Canada

3.4.1 Le gouvernement du Canada fournira un système de cible comprenant une plaque d'acier MIL-A-46100 de 7.3 mm ainsi qu'un revêtement intérieur pare-éclats en aramide sur lequel les panneaux de blindage additionnel seront fixés au moyen d'écrous fixes M12.

3.4.2 Les panneaux de blindage additionnel fournis par l'entrepreneur seront fixés au système de cible par un représentant du gouvernement du Canada à l'installation d'essai.

3.5 Produits livrables

3.5.1 Les panneaux de blindage additionnel décrits ci-dessus à la section 3.2 – Exigences techniques.

3.5.2 Les panneaux doivent être livrés, conformément à l'EDT et en bon état, à l'adresse indiquée, et ce, dans les délais prescrits.

3.6 Délais et livraison

3.6.1 Les panneaux de blindage additionnel seront livrés conformément à l'Annexe C – Exigences relatives à la livraison.

3.6.2 L'entrepreneur doit livrer tous les panneaux à l'adresse suivante :

Ministère de la Défense nationale/Centre d'essais et d'expérimentation en munitions
Édifice 239
2459, route de la Bravoure
Québec (Québec) G3J 1X5

À l'attention de : (à ajouter lors de l'attribution du contrat)
Téléphone : _____

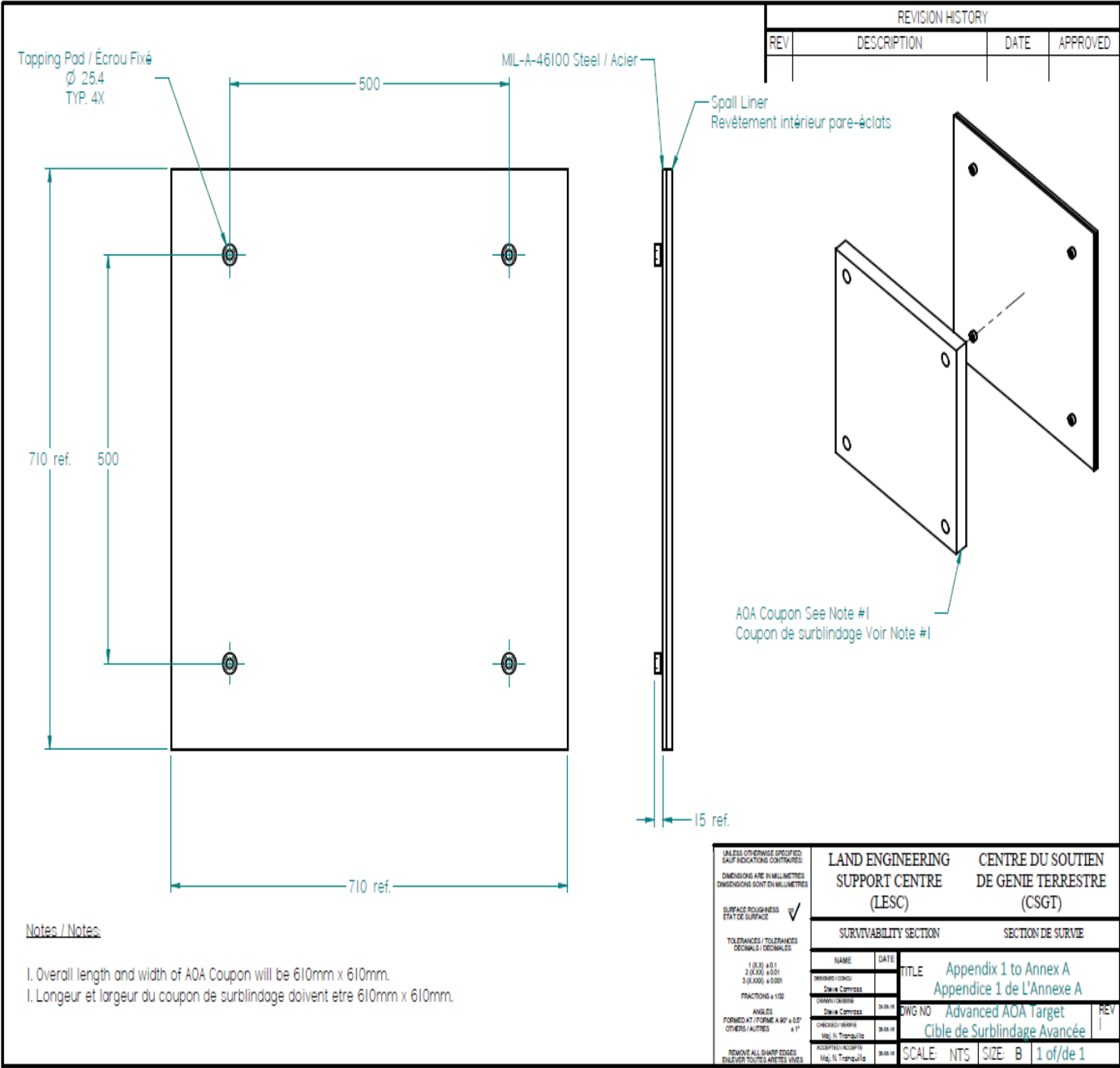
3.7 Qualifications de l'entrepreneur

- 3.7.1 Les contrats seront uniquement attribués aux FEO des plaques de blindage additionnel ou à leur distributeur canadien autorisé.
- 3.7.2 Les entrepreneurs doivent avoir fourni un blindage additionnel de véhicule en composite à une force militaire nationale au cours des dix dernières années.

3.8 Exigences de fixation

- 3.8.1 Les panneaux de blindage additionnel doivent pouvoir être installés sur une plaque de fixation en acier puis retenus en place au moyen d'écrous fixes placés dans quatre orifices, conformément à l'Appendice 1 de l'Annexe A.

APPENDICE 1 DE L’ANNEXE A – ÉNONCÉ DES TRAVAUX
DESSIN D’UNE PLAQUE DE BLINDAGE



ANNEXE B

BARÈME DE PRIX

Les prix suivants sont en dollars canadiens, RDA.

Exigences techniques obligatoires

Les entrepreneurs qui respectent les exigences techniques obligatoires conformément à l'Annexe A – Énoncé des travaux et à ses appendices, et conformément aux modalités du contrat, seront payés en fonction du prix unitaire ferme suivant.

EXIGENCES TECHNIQUES OBLIGATOIRES			
Entrepreneur	Quantité	Prix unitaire ferme	Total
_____	_____	5 000,00 \$	_____ \$

Tout contrat connexe découlant des exigences techniques obligatoires concernera la fourniture d'au moins trois (3) panneaux de blindage additionnel et d'au plus dix (10) panneaux pour chaque soumission conforme.

Exigences techniques facultatives

À titre d'option d'achat, le Canada peut acheter d'autres panneaux de blindage additionnel; les entrepreneurs qui respectent les exigences techniques obligatoires conformément à l'Annexe A – Énoncé des travaux et à ses appendices, et conformément aux modalités du contrat, seront payés en fonction du prix unitaire ferme suivant.

EXIGENCES TECHNIQUES FACULTATIVES				
Entrepreneur	Quantité	Points	Prix unitaire ferme	Total
_____	_____	De 0 à 7 points	6 000,00 \$	_____ \$
_____	_____	De 8 à 12 points	7 500,00 \$	_____ \$
_____	_____	De 13 à 17 points	10 000,00 \$	_____ \$

Tout contrat connexe découlant de ces exigences facultatives concernera la fourniture d'au plus dix (10) panneaux par soumission conforme.

ANNEXE C

EXIGENCES RELATIVES À LA LIVRAISON

L'autorité contractante passera des commandes auprès de l'entrepreneur, conformément au contrat et selon les besoins.

On demande, dans la mesure du possible, de livrer les panneaux dans un délai de soixante (60) jours suivant l'attribution du contrat. Les propositions sur lesquelles le meilleur délai de livraison possible n'est pas inscrit à la colonne prévue à cet effet à la section « Détail de l'article » devront respecter le délai de livraison de soixante (60) jours après l'attribution du contrat.

Les propositions dont la livraison est effectuée plus de cent quatre-vingts (180) jours après la date d'attribution du contrat ne seront pas acceptées.

Meilleur délai de livraison possible
____ jours (après l'attribution du contrat)

LISTE DES PRODUITS LIVRABLES

PANNEAU(X) DE BLINDAGE ADDITIONNEL
Numéro de pièce : _____
Quantité : _____
Description : _____ _____ _____

Solicitation No. – N° de l'invitation
W8486-173327
Client Ref. No. – N° de réf. du client
W8486-173327

Amd. No. – N° de la modif.
File No. – N° du dossier

Buyer ID – Id de l'acheteur
311bl
CCC No./N° CCC – FMS No./N° VME

ANNEXE D

LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ



Government of Canada
Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

W8486-173327

Security Classification / Classification de sécurité

SECURITY REQUIREMENTS CHECK LIST (SRCL)

LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ (LVERS)

PART A - CONTRACT INFORMATION / PARTIE A - INFORMATION CONTRACTUELLE		
1. Originating Government Department or Organization / Ministère ou organisme gouvernemental d'origine DND		2. Branch or Directorate / Direction générale ou Direction ADM(Mat) / DGLBPM
3. a) Subcontract Number / Numéro du contrat de sous-traitance	3. b) Name and Address of Subcontractor / Nom et adresse du sous-traitant	
4. Brief Description of Work / Brève description du travail Bidders will provide armour coupons for the purpose of testing. The intent is to establish a knowledge base of the capability of Add On Armour currently available.		
5. a) Will the supplier require access to Controlled Goods? Le fournisseur aura-t-il accès à des marchandises contrôlées?		<input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes Non Oui
5. b) Will the supplier require access to unclassified military technical data subject to the provisions of the Technical Data Control Regulations? Le fournisseur aura-t-il accès à des données techniques militaires non classifiées qui sont assujetties aux dispositions du Règlement sur le contrôle des données techniques?		<input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes Non Oui
6. Indicate the type of access required / Indiquer le type d'accès requis		
6. a) Will the supplier and its employees require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets? Le fournisseur ainsi que les employés auront-ils accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? (Specify the level of access using the chart in Question 7. c) (Préciser le niveau d'accès en utilisant le tableau qui se trouve à la question 7. c)		<input type="checkbox"/> No <input checked="" type="checkbox"/> Yes Non Oui
6. b) Will the supplier and its employees (e.g. cleaners, maintenance personnel) require access to restricted access areas? No access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets is permitted. Le fournisseur et ses employés (p. ex. nettoyeurs, personnel d'entretien) auront-ils accès à des zones d'accès restreintes? L'accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS n'est pas autorisé.		<input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes Non Oui
6. c) Is this a commercial courier or delivery requirement with no overnight storage? S'agit-il d'un contrat de messagerie ou de livraison commerciale sans entreposage de nuit?		<input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes Non Oui
7. a) Indicate the type of information that the supplier will be required to access / Indiquer le type d'information auquel le fournisseur devra avoir accès		
Canada <input checked="" type="checkbox"/>	NATO / OTAN <input checked="" type="checkbox"/>	Foreign / Étranger <input checked="" type="checkbox"/>
7. b) Release restrictions / Restrictions relatives à la diffusion		
No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion <input checked="" type="checkbox"/>	All NATO countries Tous les pays de l'OTAN <input checked="" type="checkbox"/>	No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion <input type="checkbox"/>
Not releasable À ne pas diffuser <input type="checkbox"/>	Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>	Restricted to: / Limité à: <input checked="" type="checkbox"/>
Specify country(ies) / Préciser le(s) pays:	Specify country(ies) / Préciser le(s) pays:	Specify country(ies) / Préciser le(s) pays: NATO Partnership for Peace, Australia
7. c) Level of information / Niveau d'information		
PROTECTED A PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>	NATO UNCLASSIFIED NATO NON CLASSIFIÉ <input checked="" type="checkbox"/>	PROTECTED A PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>
PROTECTED B PROTÉGÉ B <input checked="" type="checkbox"/>	NATO RESTRICTED NATO DIFFUSION RESTREINTE <input type="checkbox"/>	PROTECTED B PROTÉGÉ B <input checked="" type="checkbox"/>
PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>	NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>
CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	NATO SECRET NATO SECRET <input type="checkbox"/>	CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>
SECRET SECRET <input type="checkbox"/>	COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>	SECRET SECRET <input type="checkbox"/>
TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>		TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>
TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>		TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>

TBS/SCT 350-103(2004/12)

Security Classification / Classification de sécurité

Canada

Solicitation No. – N° de l'invitation
W8486-173327
Client Ref. No. – N° de réf. du client
W8486-173327

Amd. No. – N° de la modif.
File No. – N° du dossier

Buyer ID – Id de l'acheteur
311bl
CCC No./N° CCC – FMS No./N° VME

ANNEXE D

LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ



Government of Canada
Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

W8486-173327

Security Classification / Classification de sécurité

PART A (continued) / PARTIE A (suite)

8. Will the supplier require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED COMSEC information or assets?
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens COMSEC désignés PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

If Yes, indicate the level of sensitivity.
Dans l'affirmative, indiquer le niveau de sensibilité :

9. Will the supplier require access to extremely sensitive INFOSEC information or assets?
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens INFOSEC de nature extrêmement délicate? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

Short Title(s) of material / Titre(s) abrégé(s) du matériel :
Document Number / Numéro du document :

PART B - PERSONNEL (SUPPLIER) / PARTIE B - PERSONNEL (FOURNISSEUR)

10. a) Personnel security screening level required / Niveau de contrôle de la sécurité du personnel requis

- | | | | |
|---|---|---|--|
| <input checked="" type="checkbox"/> RELIABILITY STATUS
COTE DE FIABILITÉ | <input type="checkbox"/> CONFIDENTIAL
CONFIDENTIEL | <input type="checkbox"/> SECRET
SECRET | <input type="checkbox"/> TOP SECRET
TRÈS SECRET |
| <input type="checkbox"/> TOP SECRET – SIGINT
TRÈS SECRET – SIGINT | <input type="checkbox"/> NATO CONFIDENTIAL
NATO CONFIDENTIEL | <input type="checkbox"/> NATO SECRET
NATO SECRET | <input type="checkbox"/> COSMIC TOP SECRET
COSMIC TRÈS SECRET |
| <input type="checkbox"/> SITE ACCESS
ACCÈS AUX EMPLACEMENTS | | | |

Special comments:
Commentaires spéciaux :

NOTE: If multiple levels of screening are identified, a Security Classification Guide must be provided.

REMARQUE: Si plusieurs niveaux de contrôle de sécurité sont requis, un guide de classification de la sécurité doit être fourni.

10. b) May unscreened personnel be used for portions of the work?
Du personnel sans autorisation sécuritaire peut-il se voir confier des parties du travail? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

If Yes, will unscreened personnel be escorted?
Dans l'affirmative, le personnel en question sera-t-il escorté? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

PART C - SAFEGUARDS (SUPPLIER) / PARTIE C - MESURES DE PROTECTION (FOURNISSEUR)

INFORMATION / ASSETS / RENSEIGNEMENTS / BIENS

11. a) Will the supplier be required to receive and store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets on its site or premises?
Le fournisseur sera-t-il tenu de recevoir et d'entreposer sur place des renseignements ou des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☐ No ☒ Yes
Non Oui

11. b) Will the supplier be required to safeguard COMSEC information or assets?
Le fournisseur sera-t-il tenu de protéger des renseignements ou des biens COMSEC? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

PRODUCTION

11. c) Will the production (manufacture, and/or repair and/or modification) of PROTECTED and/or CLASSIFIED material or equipment occur at the supplier's site or premises?
Les installations du fournisseur serviront-elles à la production (fabrication et/ou réparation et/ou modification) de matériel PROTÉGÉ et/ou CLASSIFIÉ? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

INFORMATION TECHNOLOGY (IT) MEDIA / SUPPORT RELATIF À LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION (TI)

11. d) Will the supplier be required to use its IT systems to electronically process, produce or store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or data?
Le fournisseur sera-t-il tenu d'utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements ou des données PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

11. e) Will there be an electronic link between the supplier's IT systems and the government department or agency?
Disposera-t-on d'un lien électronique entre le système informatique du fournisseur et celui du ministère ou de l'agence gouvernementale? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

TBS/SCT 350-103(2004/12)

Security Classification / Classification de sécurité

Canada

Solicitation No. – N° de l'invitation
W8486-173327
Client Ref. No. – N° de réf. du client
W8486-173327

Amd. No. – N° de la modif.
File No. – N° du dossier

Buyer ID – Id de l'acheteur
311bl
CCC No./N° CCC – FMS No./N° VME

ANNEXE D

LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

W8486-173327

Security Classification / Classification de sécurité

PART C - (continued) / PARTIE C - (suite)

For users completing the form manually use the summary chart below to indicate the category(ies) and level(s) of safeguarding required at the supplier's site(s) or premises.

Les utilisateurs qui remplissent le formulaire manuellement doivent utiliser le tableau récapitulatif ci-dessous pour indiquer, pour chaque catégorie, les niveaux de sauvegarde requis aux installations du fournisseur.

For users completing the form online (via the Internet), the summary chart is automatically populated by your responses to previous questions.
Dans le cas des utilisateurs qui remplissent le formulaire en ligne (par Internet), les réponses aux questions précédentes sont automatiquement saisies dans le tableau récapitulatif.

SUMMARY CHART / TABLEAU RÉCAPITULATIF

Category Catégorie	PROTECTED PROTÉGÉ			CLASSIFIED CLASSIFIÉ			NATO				COMSEC					
	A	B	C	CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL	SECRET	TOP SECRET TRÈS SECRET	NATO RESTRICTED NATO DIFFUSION RESTREINTE	NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL	NATO SECRET	COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET	PROTECTED PROTÉGÉ			CONFIDENTIAL	SECRET	TOP SECRET TRÈS SECRET
											A	B	C			
Information / Assets Renseignements / Biens Production		X														
IT Media / Support TI																
IT Link / Lien électronique																

12. a) Is the description of the work contained within this SRCL PROTECTED and/or CLASSIFIED?

La description du travail visé par la présente LVERS est-elle de nature PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No
Non

☐ Yes
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification".

Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire.

12. b) Will the documentation attached to this SRCL be PROTECTED and/or CLASSIFIED?

La documentation associée à la présente LVERS sera-t-elle PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No
Non

☐ Yes
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification" and indicate with attachments (e.g. SECRET with Attachments).

Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire et indiquez qu'il y a des pièces jointes (p. ex. SECRET avec des pièces jointes).

ANNEXE E

ATTESTATION DE LA CONFORMITÉ TECHNIQUE

La fabrication des panneaux de blindage additionnel doit être strictement conforme aux exigences techniques (3.2) stipulées à l'**ANNEXE A – ÉNONCÉ DES TRAVAUX**. L'entrepreneur confirme qu'il a reçu ce document, qu'il l'a lu et qu'il se conformera entièrement aux exigences techniques obligatoires ou facultatives qu'il présente.

L'entrepreneur reconnaît que le Canada s'appuie sur cette déclaration et cette garantie pour évaluer les soumissions et conclure un contrat dans le cadre de cette offre. Cette déclaration et cette attestation peuvent être vérifiées de la manière que le Canada peut raisonnablement l'exiger.

Si une vérification par le Canada révèle un manquement à l'engagement, le Canada aura le droit de considérer que tout contrat découlant de la soumission est en défaut.

L'entrepreneur doit confirmer sa conformité et signer cette déclaration et cette garantie relative à l'ensemble des exigences techniques obligatoires ou facultatives de l'**ANNEXE A – ÉNONCÉ DES TRAVAUX** dans le bloc réservé à cet effet à l'**ANNEXE E – ATTESTATION DE LA CONFORMITÉ TECHNIQUE**.

Si le soumissionnaire ne se conforme pas à cette attestation et ne respecte pas ces exigences, celui-ci sera en défaut.

Nom : _____

Titre : _____

Signature _____

Date : _____